

Education: 2.600 postes de profs supprimés dans le secondaire et 1.900 créés dans le primaire en 2019

Paris, 19 sept. 2018 (AFP) -

Quelque 2.600 postes d'enseignants seront supprimés l'an prochain dans les collèges et lycées publics et environ 1.900 seront créés dans le primaire, a précisé mercredi le ministère de l'Education à l'AFP, des chiffres qui suscitent la "colère" du principal syndicat du secondaire.

Le ministre Jean-Michel Blanquer avait annoncé lundi que le nombre de postes diminuerait "au global" de 1.800 en 2019 et que seuls seraient concernés le second degré et les services administratifs.

Les chiffre total des suppressions de postes, toutes catégories confondues, atteint 3.600 : environ 2.600 postes seront supprimés dans le secondaire (collèges et lycées), 400 dans les services administratifs, 600 dans l'enseignement privé, a précisé mercredi l'entourage du ministre à l'AFP. Parallèlement, 1.900 postes seront créés dans le primaire.

Avec un budget 2019 en hausse de 850 millions d'euros, le ministre avait affirmé vouloir "poursuivre le rééquilibrage en faveur de l'école primaire".

Ces créations doivent notamment permettre de financer le dédoublement des effectifs dans les classes de CP et CE1 des quartiers défavorisés, qui concernera 300.000 élèves par an à la rentrée prochaine.

Plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, ont justifié les suppressions de postes dans le secondaire par le besoin de s'adapter à la "démographie scolaire". Mais selon une récente étude de la Depp, l'agence de statistiques du ministère, les effectifs du second degré vont augmenter à chaque rentrée scolaire jusqu'en 2022.

Entre 2019 et 2021, l'augmentation des effectifs sera la plus marquée "avec environ 40.000 élèves supplémentaires attendus chaque rentrée".

Le Snes-FSU, premier syndicat du secondaire, a exprimé mercredi sa "colère". Le solde annoncé "cachait la réalité du nombre de suppressions dans le second degré: 2.600 postes y disparaîtront en 2019 par redéploiement entre premier et second degré", écrit-il dans un communiqué en réaction à des chiffres détaillés par l'agence d'information AEF.

Ces coupes "vont contribuer à une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des enseignants".

Frédérique Rolet, sa secrétaire générale, a indiqué à l'AFP son intention de rencontrer d'autres organisations pour "envisager très rapidement des grèves dans l'éducation", "avant les vacances de la Toussaint".

Le syndicat SE-Unsa a de son côté "condamné les suppressions de postes enseignants" et "dénoncé la dégradation des conditions de travail et le recours aux vieilles recettes".

Dans Le Figaro de lundi, le ministre de l'Education avait dit vouloir maintenir le volume d'enseignement grâce au recours aux heures supplémentaires qui seront exonérées de cotisations salariales.

Mais le SE-Unsa dit s'opposer "à la logique de multiplication des heures supplémentaires qui ignore la charge de travail des professeurs" et lance une pétition "contre une deuxième heure supplémentaire imposée".

ito-gde/spe/nth

Afp le 19 sept. 18 à 19 34.